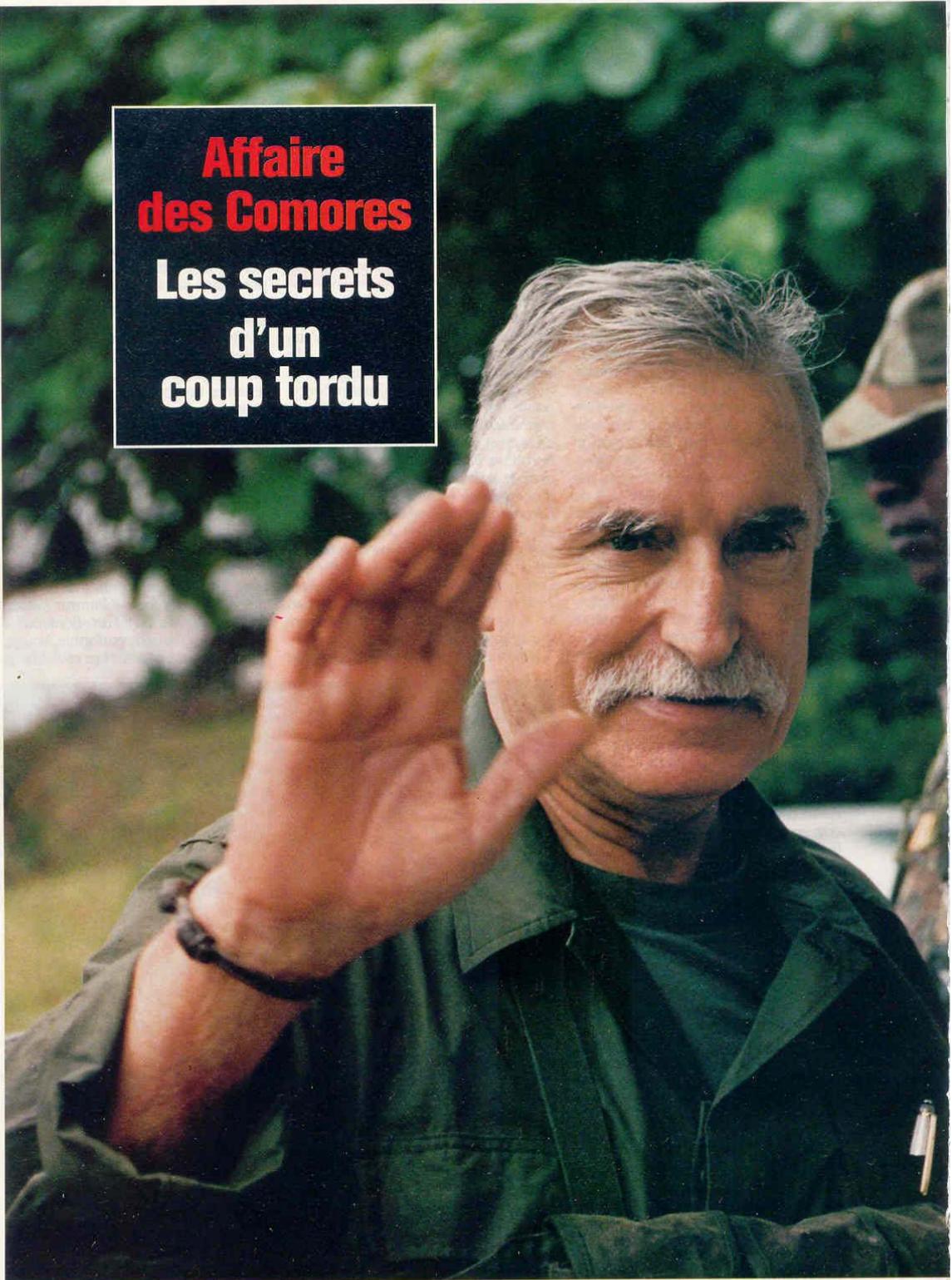
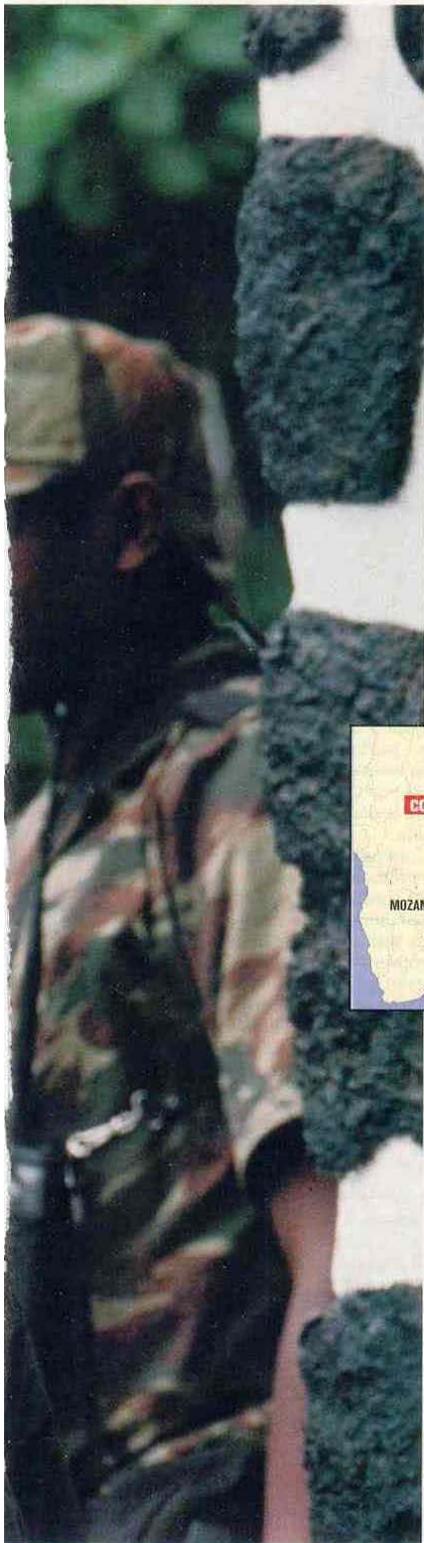


**Affaire  
des Comores**

**Les secrets  
d'un  
coup tordu**





## INVESTIGATION

**Bob Denard est resté discret sur sa tentative de coup d'Etat en septembre dernier. Mais l'enquête du « Point » sur les dessous de l'opération révèle des détails à tout le moins intrigants.**

PAR PAUL GUÉRET

**R**obert Bourgeaud, alias Bob Denard, est un « affreux », pas un bavard. Les enquêteurs qui ont procédé aux interrogatoires, de lui-même et de sa vingtaine d'acolytes ayant participé à l'équipée des Comores, le 28 septembre dernier, ont eu l'occasion de constater que le silence demeure l'un des piliers du fonds de commerce du vieux baroudeur. Car Denard s'est bien gardé de livrer l'essentiel, à savoir l'identité de ses commanditaires ; il a simplement signalé que les alliés de plusieurs personnalités comoriennes – les fils

emprisonnés du président Ahmed Abdallah, assassiné en novembre 1989, l'ancien ministre de l'Intérieur Omar Tamou, l'ancien ambassadeur à Paris Saïd Ali Kemal et Mohamed Abdoukarim Taki – cherchaient depuis plusieurs mois à renverser le président octogénaire et corrompu Saïd Mohamed Djohar.

Leurs tentatives précédentes ayant échoué, les opposants comoriens ne se sont tournés vers Bob Denard qu'après l'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée. Par cette opération qui aura coûté au total entre 8 et 9 millions de francs (guère plus que le prix d'un petit hôtel), dont 500 000 francs investis par Denard lui-même, ses généreux « amis » inconnus souhaitaient créer sur le territoire comorien une enclave autonome, qui aurait été régie par une Constitution calquée sur celle de Hongkong. Toutes les activités imaginables sur un tel territoire – à une heure et demie d'avion de l'Afrique du Sud – auraient alors été envisageables, avec leur cortège de duty-free shops, de zones franches, de commerces illicites, de paradis fiscaux, etc. Une sorte de Cuba d'avant Castro, matiné d'actuel Liechtenstein.

Denard a personnellement recruté tous ses hommes au début de l'été dernier. Certains étaient de vieilles connaissances, issues de l'ancienne garde présidentielle qu'il avait mise en

place aux Comores, avant que le président Abdallah, qui l'avait fait venir, soit assassiné et que les Français fassent partir manu militari tout ce petit monde pour l'Afrique du Sud, en décembre 1989. Le réseau est demeuré très actif et se retrouve chaque année pour célébrer les exploits du « Colonel », le 13 mai. La date ne doit rien au hasard et rien non plus au soulèvement algérois qui avait ramené Charles de Gaulle au pouvoir en 1958. Vingt ans plus tard, jour pour jour, un premier coup de force avait amené Denard et ses mercenaires au pouvoir à Moroni.

Cette fois-ci, les soldats perdus n'étaient pas en nombre suffisant. Bob Denard en a donc trouvé de nouveaux, sans grande difficulté. Chacun de ces contacts a été très surpris par le fait que le « monsieur Martin » (alias Denard) qui les appela un jour au téléphone connaissait tout d'eux. Comme s'il possédait une fiche de renseignements très précise. L'un de ses viviers n'a été autre que l'Union nationale parachutiste (UNP), une amicale d'anciens « bérets rouges » connus pour leurs méchous annuels, leur nostalgie des épopées coloniales et leur penchant pour l'extrémisme politique.

Sauf pour ceux qu'il connaissait depuis longtemps, comme François-Xavier Sidos, cadre du Front national et proche de Jean-Marie Le Pen, Denard n'a recruté que des candidats qui avaient servi dans les unités fran- ▶



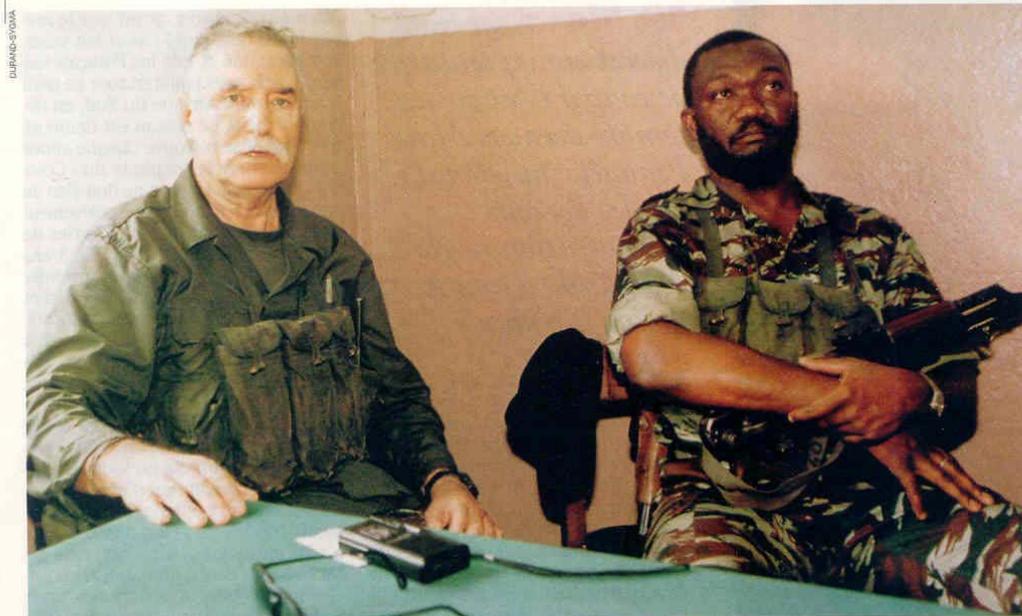
### L'ÉQUIPÉE DENARD

C'est le 28 septembre dernier que Denard faisait sa énième entrée fracassante sur la scène africaine, en débarquant aux Comores – indépendantes depuis 1975 – après un mois et demi de navigation sur un vieux cargo acheté en Norvège, le « Vulcain »...

Prenant sans coup férir la capitale, Moroni, la vingtaine de mercenaires qu'il commande se saisit du président Djohar avec une déconcertante facilité et l'emmène au camp Kandani, non sans libérer ses principaux opposants. Après quelques heures de flottement apparent, qui voient Alain Juppé annoncer : « Il n'est pas question d'in-

tervenir », les forces spéciales françaises déclenchent l'opération Azalée sur ordre de l'Élysée. Le 3 octobre dans la nuit, les commandos de marine investissent les aéroports d'Hahaya et d'Icni, puis des rotations de Transall et de Super-Puma amènent des légionnaires, des gendarmes du GIGN, des parachutistes des troupes de marine. Denard annonce très vite qu'il ne résistera pas, obtient que les autorités comoriennes ne le poursuivront ni lui, ni ses mercenaires, ni les quelques centaines de soldats comoriens qui les ont suivis. Le 5 octobre, tout est fini. ■

37



Bob Denard après sa reddition, le 5 octobre 1995

çaises les plus prestigieuses à ses yeux, à savoir les troupes aéroportées. Ses hommes sont donc tous passés dans de fameux régiments de l'infanterie de marine (2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Rima, 6<sup>e</sup> Rpima), au 9<sup>e</sup> régiment de chasseurs parachutistes, au 35<sup>e</sup> régiment d'artillerie parachutiste. Olivier Fr., médecin de l'expédition, spécialiste des urgences d'un hôpital de la région parisienne, avait naguère été affecté au 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la Légion étrangère à Kourou (Guyane). Plus significatif : deux au moins de ses hommes (François R. et Olivier Fe.) sont de jeunes « anciens » du 11<sup>e</sup> régiment parachutiste de choc, l'unité d'élite du service Action de la DGSE, dissoute après la guerre d'Algé-

rie mais recréée par les socialistes, à la fin de 1985.

Deux autres (Gérard T. et Gilles R., qui a accueilli les putschistes lors de leur débarquement) ont servi au 1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine ; cette unité, affectée au commandement des opérations spéciales (COS), se consacre entre autres à la formation des gardes rapprochées des chefs d'Etat africains, et prête de longue date la main à la DGSE. C'est aussi le général Paul Aussaresses, ancien parachutiste SAS et cheville ouvrière de l'association Bagheera, regroupant les anciens des services spéciaux, qui a mis Denard en relation avec l'un des soldats perdus dans

cette pantalonnade, Jean-Claude S. Michel G. et Dany F. avaient, quant à eux, participé à l'expédition des mercenaires envoyés clandestinement par la DGSE au Tchad en 1983, avant le déclenchement de l'opération Manta.

L'opération des Comores possède assurément toutes les allures d'un coup tordu. Elle ressemble même furieusement à la première étape d'un plan qui aurait servi à faire partir « proprement » le président Djohar de Moroni, pour cause de corruption indécente et de liens trop étroits avec les intégristes de Téhéran. La seconde étape ayant été l'intervention des forces spéciales envoyées par Paris.

### La tentative avortée

**L**a folle expédition de Denard aux Comores avait été précédée par une autre tentative, décelée par la DGSE et avortée, organisée à partir de Split (Croatie) par un ancien lieutenant de Bob Denard, Patrick Olivier, qui a désormais rompu avec le « Colonel ». Olivier avait avancé dans sa tentative, au point d'avoir envoyé trois de ses hommes sur place pour effectuer les repérages nécessaires au débarquement. Mais il a finalement renoncé à son putsch avant le second tour de la présidentielle française, non sans avoir recruté en métropole une dizaine de mercenaires, auxquels se seraient joints une cinquantaine de Croates.

La Croatie fut, ces dernières années, une vraie terre promise pour les mercenaires de tous horizons, qui ont fait des émules chez les locaux... Le lien entre les opposants du président Djohar et Patrick Olivier était assuré

par deux vieilles connaissances des services secrets français et des réseaux africains de la V<sup>e</sup> République : l'éternel opposant Abba Youssouf et Saïd Hillali, installé à Paris.

Ce n'est que lorsqu'il apparut aux organisateurs de cette première expédition qu'ils ne réuniraient pas les fonds nécessaires pour la mener à son terme qu'ils décidèrent de se tourner vers une solution plus « classique », à savoir Bob Denard. Qui pourrait avoir bénéficié de forts appuis du côté de Taïwan et de Hongkong, car certains hommes d'affaires de l'enclave britannique en Chine, refusant la perspective de son rattachement prochain à l'Empire du Milieu, cherchent un point de chute accueillant, et une nouvelle nationalité. Denard a d'ailleurs rencontré Youssouf et d'autres intermédiaires avant de poursuivre sa route et d'organiser son équipage avec ses propres moyens. ■ P. G.

Un exemple ? Lorsque les hommes de Denard attaquent la résidence du président Djohar, ils entrent par le domicile du « capitaine Rubis », le Français qui dirige une garde présidentielle de quarante soldats comoriens ; or ceux-ci, surarmés (pistolets-mitrailleurs Beretta et Uzi, revolvers 357 magnum et fusils lance-grenades), ne réagissent pas, alors que les mercenaires ne possèdent pas d'armes autres que fusils à pompe et vieux kalachnikovs ou M-16 dits « de collection », achetés démilitarisés puis modifiés par leurs soins. Mieux : quelques heures plus tard, le « capitaine Rubis », en réalité l'adjudant Ruby, du 11<sup>e</sup> choc, détaché à Moroni, tombe dans les bras des deux mercenaires qui servaient sous ses ordres quelques mois plus tôt...

**« Vous allez payer... »**

Mais il y a plus étonnant encore, et le juge d'instruction Chantal Perdrix, en charge de cette affaire, s'intéresse de près à cet aspect du dossier : depuis 1989 et le départ de Bob Denard, le BSR (Bureau sécurité renseignement) comorien et les postes de conseillers militaires français sont en réalité tenus par des cadres de la DGSE. Et leur responsable, en poste lors du coup d'Etat, souvent désigné comme le « colonel Kissler », a tenu des propos étonnants à plusieurs des hommes de Denard, qui les ont rapportés séparément lors de leurs interrogatoires ultérieurs par la gendarmerie française : « *Nous travaillons pour le même patron, mais vous sans filet. Alors, vous allez payer...* » Propos qui prennent un certain relief quand on sait qu'ils sont corroborés à Paris par d'autres officiers de la DGSE ! Détail : le « colonel Kissler » pourrait bien n'être autre que l'ancien nageur de combat, alors capitaine, Jean-Luc Kister, qui plastiqua nuitamment la coque du « Rainbow Warrior » dans le port d'Auckland, le 12 juillet 1985. Le monde est décidément bien petit !

Finalement, l'affaire s'est déroulée comme à la parade. Denard n'a accepté de négocier sa reddition qu'avec un officier général – le général Raymond Germanos, ancien patron de la 11<sup>e</sup> division parachutiste et chef du cabinet militaire de Charles Millon – et ne demeure en prison que pour n'avoir pas respecté les conditions de son contrôle judiciaire, qui lui interdisait de quitter la France. Saïd Mohamed Djohar ne parvient toujours pas à quitter l'île de la Réunion, où l'ont conduit les forces spéciales françaises qui ont chassé les mercenaires. Quant à l'homme qui a pris les commandes du pays à l'occasion du putsch, Cambi el Yachourti, il a la bénédiction des autorités françaises. Cherchez l'erreur... ■

**Le point de...**

**Alain Duhamel**

**L'hydre de Maastricht**



**Le déficit de combativité, la fuite des débats, l'absence de pédagogie ont toujours handicapé l'Europe. Aujourd'hui, ils la menacent.**

Dans le débat politique français, il y a en ce moment une bizarrerie qui confine à l'incongruité. Alors même que la construction européenne aborde son année de vérité – sans renforcement vigoureux de ses institutions en 1996, elle est vouée à l'enlèvement – alors qu'elle fait l'objet d'une campagne de dénigrement aussi virulente que lourdement caricaturale, ses partisans les plus illustres gardent un silence pétrifié ou répliquent sur un ton de pénitents plaintifs, comme s'ils étaient embarrassés par le retentissement de leurs propres idées.

L'Union européenne est pourtant cette année bel et bien en péril. Elle aborde la phase clé de sa réforme institutionnelle dans les pires conditions : une présidence italienne semi-impotente ; une levée de boucliers des petits Etats membres qui craignent d'être dépossédés de fragments de pouvoir au bénéfice des principales nations ; l'obstruction savante de la Grande-Bretagne ; l'impatience de la douzaine de pays candidats qui piétinent dans l'antichambre.

Sans étayage des institutions, l'élargissement inéluctable mène tout droit à l'impuissance européenne, objectif ultime des Anglo-Saxons qui ne rêvent que d'une vaste zone de libre-échange transatlantique sous férule américaine.

Comme si ces obstacles-là ne suffisaient pas, voici qu'au sein des deux pays moteurs de l'Union européenne – l'Allemagne et la France – les adversaires du traité de Maastricht (qui sera révisé et amélioré cette année) lancent une vaste offensive. De l'autre côté du Rhin, c'est la défense du mark, orgueil et totem de la République de Bonn, qui mobilise une fraction influente des milieux financiers et industriels et, fait nouveau, une bonne partie de l'opposition sociale-démocrate. Helmut Kohl reste, certes, l'atout majeur des Européens. Après lui, il sera trop tard. Ou l'Europe se réforme cette fois-ci, ou elle verse irrésistiblement comme une antique berline trop lourdement chargée.

En France, c'est pire encore. L'Union européenne est quotidiennement et systématiquement diabolisée. Elle devient, dans la bouche de ses contempteurs, la source de tous nos maux. Les objectifs de Maastricht sont présentés comme un chemin de croix infligé aux Français par des bureaucrates insensibles et incompétents. La monnaie unique est dépeinte comme un pilori auquel les gnomes de Bruxelles ont choisi de clouer les malheureux Gaulois. L'Europe elle-même est décrite comme le cimetière de toute personnalité et toute ambition françaises. Que la monnaie unique soit la seule parade efficace contre l'emprise du dollar, du yen... et même du mark ; que la réduction des déficits publics soit recherchée par toutes les nations industrielles, monnaie flottante ou pas, en Europe ou ailleurs ; que la convergence des politiques européennes avantage l'économie française et crée des emplois ; que la défense européenne s'impose de toute évidence après le martyre de la Bosnie et devant l'instabilité de la Russie, le moins que l'on puisse dire est que les hommes politiques de conviction européenne ne se précipitent pas pour le dire.

Ils ne prennent même pas le risque de montrer que l'Union européenne pourrait parfaitement se doter d'une politique de l'emploi digne de ce nom, pourvu que ses principaux dirigeants en aient la volonté ; ils omettent de rappeler que Jacques Delors en avait clairement indiqué les voies et les moyens ; ils feignent d'ignorer qu'une politique de relance de la consommation est compatible avec la réduction des déficits, qui pourrait d'ailleurs être menée plus graduellement si le Conseil européen le décidait. Ce déficit de combativité, cette fuite des débats, cette absence de pédagogie ont toujours handicapé l'Europe. Aujourd'hui, ils la menacent. ■